

Tunisie : le navire prend l'eau, mais ne coule pas encore...



Article rédigé par *François Martin*, le 08 juin 2012

En Egypte, [nous l'avons vu](#), l'élection qui aura lieu ces prochains jours ne produira sans doute, quel que soit le candidat élu, que peu de changements, ou pas de changement du tout. En Tunisie, [où la persécution des chrétiens a commencé](#), les choses sont bien différentes.

Le calendrier tunisien n'est pas celui de l'Egypte. Le gouvernement actuel, mis en place le 23 Décembre 2011, on a tendance à l'oublier, n'est que provisoire [\[1\]](#). Cependant, il fait tout, aujourd'hui, selon une méthode révolutionnaire bien connue, pour pérenniser son pouvoir au-delà de la future élection.

D'abord, comme nous l'avons déjà écrit [\[2\]](#), l'alliance entre le parti du Président Moncef Marzouki [\[3\]](#) et celui du premier Ministre Hamadi Jebali [\[4\]](#) est celle de la carpe et du lapin. Rien à voir en effet entre la philosophie laïque des droits de l'Homme du Président, partisan de la séparation des pouvoirs civils et religieux et de l'égalité des sexes, et celle des islamistes du parti majoritaire Ennahda, parti plus que conciliant vis-à-vis de l'orthodoxie wahhabite, et qualifié autrefois par Marzouki lui-même de « conservateur à connotation religieuse ». Markouki pensait sans doute qu'en s'alliant ainsi « avec le diable », à l'opposé de ses convictions les plus profondes, et en revendiquant à cor et à cri la Présidence de la République, il aurait eu le pouvoir d'influencer les choses. Avec le temps, il est clair que ce poste tant convoité ne lui sert pour aucune décision et aucune réforme, et qu'il est l'otage des activistes les plus radicaux. Perdu au milieu d'actions symboliques sans intérêt [\[5\]](#), incapable de s'opposer au rouleau compresseur religieux qui s'abat sur son pays, il a surtout fait la preuve de son incompétence et de son manque de caractère. Qui l'entend sur quoi que ce soit ? Il est clair qu'il n'a pas la stature d'un Bourguiba, ni même celle d'un chef d'Etat.

Islamisation active

Car le gouvernement et le parti, eux, sont loin d'être inactifs : depuis qu'ils sont au pouvoir, ils ne cessent de tout faire, par le harcèlement politique, les pressions personnelles, l'intimidation, les violences verbales et physiques, en utilisant des hordes de supplétifs à qui ils laissent le champ libre sans faire intervenir la police, pour faire passer sous leur contrôle tant la presse et les médias que les universités [\[6\]](#) ou les institutions politiques, et en premier lieu l'Assemblée constituante, tous organismes dont ils devraient en principe garantir l'indépendance [\[7\]](#). L'enjeu est en effet considérable : en islamisant la presse, en harcelant les intellectuels, journalistes, enseignants et étudiants, ils espèrent ainsi réislamiser durablement l'opinion, et d'abord le petit peuple, afin de lui offrir un dérivatif aux misères économiques qu'il continue à vivre, et auxquelles le gouvernement n'apporte aucune solution [\[8\]](#). En faisant pression sur la constituante [\[9\]](#), ils espèrent faire passer l'ensemble des futures institutions sous la coupe du pouvoir religieux, le leur.

De même, le pouvoir en place a livré les mosquées aux éléments radicaux : prédicateurs haineux venus du Moyen-Orient, auxquels il déroule le tapis rouge, [partis salafistes autrefois interdits et réhabilités](#), groupuscules salafistes et jihadistes autonomes et organisés [qui font régner la terreur](#), encouragés par

l'insécurité permanente, tentative même de confisquer le pouvoir à la grande Mosquée de Tunis, la Zitouna, rien ne manque pour prendre aussi le contrôle religieux aux instances traditionnelles du pays [7]. Le gouvernement, semble-t-il, tente de réagir, bien mollement en tout cas, aux débordements les plus visibles, sans que l'on sache vraiment s'il est otage ou complice.

Le temps profite aux islamistes

Un autre aspect de la bataille qui se déroule est le temps. En effet, le mandat qui avait été donné aux instances gouvernementales et constituantes, depuis la dernière élection, était d'un an. A partir du 23 Octobre 2012, normalement, elles n'ont plus d'existence juridique. Il est probable qu'une disposition sera votée pour les prolonger, mais qu'en sera-t-il de la date à laquelle l'assemblée constituante « rendra sa copie », afin de passer enfin, après deux ans de révolution [10], à la phase définitive ? Lorsqu'il avait été nommé, en Octobre 2012, [Mustapha Ben Jaafar](#), Président de la Constituante et de la Commission rédactionnelle, s'était fait remarquer par son autorité, en affirmant, contre l'avis, à l'époque, d'Ennahda [11], que le mandat de l'Assemblée ne dépasserait pas un an. Il semble que ce calendrier se soit un peu allongé, et que les protagonistes se soient entendus, officiellement du moins, pour que la remise du projet au vote des citoyens se fasse au printemps 2013. Cependant, nous savons que les constituants d'Ennahda font tout pour que les débats traînent en longueur, puisqu'ils utilisent le temps qui passe, pendant lequel ils ont les leviers de commande, pour mettre au « pas islamique », le plus possible, l'Etat et la société. Face à cela, Ben Jaafar, modéré et proche de l'ancien Premier Ministre [Béji Caïd Essebsi](#) tiendra-t-il le choc ? Parviendra-t-il à maintenir les délais, ou se laissera-t-il entraîner dans une stratégie de « jeu de la montre » et de guerre d'usure sans fin, imposée par ses adversaires ? Nul ne peut aujourd'hui le savoir.

Sauver la Tunisie

Incapacité de la police à maintenir l'ordre, difficulté semble-t-il pour les partis centristes, issus de l'ancien pouvoir bourguibiste, à s'entendre, prolifération des salafistes et surtout des jihadistes, prolifération, sans doute également, des bandits, trafiquants et terroristes de toutes sortes, dans le contexte régional que nous connaissons, absence d'une véritable politique de redressement économique et d'investisseurs étrangers, parti au pouvoir qui organise sciemment la défaillance de l'autorité de l'Etat, absence même d'une véritable alternative militaire, l'armée tunisienne n'ayant vraiment pas la culture du putsch, le tableau semble bien sombre. Qu'est-ce qui peut encore sauver la Tunisie ? Qu'est-ce qui peut nous faire espérer que « le navire ne coule pas encore » ? A bien y regarder, deux ou trois rayons de lumière peuvent exister au bout de ce tunnel.

Tout d'abord, l'économie *réelle*. Bien que l'économie *officielle* fonctionne mal [12], il semble, d'après ce que nous disent des témoins, que l'économie informelle ne s'est jamais aussi bien portée. A cela, une explication : le délabrement de la Libye. En effet, la déliquescence de l'Etat libyen fait que le pillage des ressources pétrolières y bat son plein, et par ailleurs, en l'absence de toute production locale organisée, c'est la Tunisie qui fournit nécessaire et superflu, à des prix que l'on peut imaginer fort élevés. Au milieu des difficultés que vivent les tunisiens, et d'abord les paysans et petits commerçants du sud [13], ceci représente un ballon d'oxygène très bien venu, d'autant plus que, dans ce cas, à la différence de l'industrie, l'argent va tout entier dans la poche de ces « petits ». Par ailleurs, cet apport économique inattendu peut contribuer à sauver la société tunisienne du désespoir économique, et à lui éviter de tomber dans le piège de l'accélération de l'aventurisme politique qu'Ennahda ne manquera pas de lui tendre [14].

Une autre hypothèse qui n'assure pas que le navire coule forcément, c'est l'attitude de Mustapha Ben Jaafar, le Président de la Constituante. Si à notre avis, au vu de la situation, Marzouki aurait déjà dû démissionner, ou du moins menacer de le faire, pour provoquer une crise politique et arrêter ou ralentir le processus d'islamisation, le rôle de Ben Jaafar, au contraire, est de tenir bon, d'encaisser, et de « livrer » dans les délais un projet de constitution à peu près démocratique. Si nous n'avons pas d'informations à ce jour comme quoi

il fait front avec autorité, nous n'en avons pas non plus comme quoi il se fait « piétiner », ce qui est, a priori, plutôt un bon signe. En tout cas, c'est sans doute dans la partie feutrée qui se joue en ce moment dans cette instance, et où il a un rôle majeur, que s'écrit le destin, noir ou clarifié, de la Tunisie pour de nombreuses années.

Sagesse du peuple tunisien

La troisième lueur d'espoir, c'est le peuple tunisien. [Nous avons écrit](#), et nous en restons persuadés, que s'il a écouté Ennahda, c'est parce que les autres n'étaient pas des partis populaires, mais bourgeois. S'il a élu majoritairement ce parti, ce n'est pas pour qu'on lui indique le chemin de la mosquée, mais celui du travail. Comme on pouvait le craindre, Ennahda a interprété à sa façon le message populaire, dans le sens d'une transformation révolutionnaire radicale, qui est en cours. Face à cela, visiblement, les intellectuels, démonétisés, ne peuvent pas changer grand-chose, mais le peuple ? Se laissera-t-il abuser ? Que pense-t-il de l'insécurité qui perdure, [des imams salafistes venus de l'étranger qui envahissent ses mosquées](#), des hordes de jeunes excités enrégimentés, de la pègre renaissante qui cambriole ses maisons et vole ses troupeaux, du tourisme en berne, de la pagaille dans les aéroports et les universités, [et même à Sidi Bouzid, origine de la révolution](#) ? Les tunisiens sont des gens calmes, pondérés, et très lucides. Face aux difficultés, Ils savent « encaisser », laisser faire le temps, mais aussi, le moment venu, très bien dire ce qu'ils veulent. On peut penser qu'ils n'ont pas oublié la période de prospérité de l'époque Bourguiba, poursuivie pendant 23 ans, n'en déplaise aux idéologues, par Ben Ali, malgré tous ses défauts [\[15\]](#).

Si la constitution n'est pas trop dévoyée et passe au vote au printemps 2013, si le centre, composé des néo-bourguibistes, qui n'ont pas démérité pendant la transition, loin s'en faut, parvient d'ici là à se reconstruire et à se rendre plus populaire, un espoir demeure que les tunisiens renvoient à leurs chères études coraniques les apprentis sorciers d'Ennahda. Cela reste possible. Dans une telle opération, les islamistes seraient balayés, mais aussi, n'en doutons pas, les autres apprentis sorciers, protestataires de tous poils des droits de l'homme, que le peuple rendra responsables d'avoir colorié la révolution de couleurs chatoyantes, et de l'avoir entraîné dans l'aventurisme, en frôlant la catastrophe, au mépris de toute prudence. Une démocratie un peu autoritaire, menée par des hommes intègres, assurant l'ordre, le travail et une distribution correcte de la richesse, voilà sans doute ce qu'ils attendent. Une évolution moins despotique du bourguibisme, si l'on peut dire. On sera loin du rêve naïf de certaines élites. La fin de la révolution, en somme...

Photo : drapeau tunisien © Wikimedia Commons / Marc Ryckaert

[\[1\]](#) Puisqu'il n'est pas issu d'une élection législative ou présidentielle, mais d'une élection pour l'assemblée constituante. Il est donc censé « expédier les affaires courantes » jusqu'à la « véritable » élection, celle qui aura lieu après la proclamation de la future constitution (prévue au printemps 2013), qui désignera le Président de la République (et le gouvernement) et les députés, pour les mandatures fixées.

[\[2\]](#) Cf <http://www.libertepolitique.com/L-information/Decryptage/Tunisie-Et-maintenant-on-va-ou> et <http://www.libertepolitique.com/L-information/Decryptage/Tunisie-premiers-pas-premiers-faux-pas>

[\[3\]](#) Un médecin, intellectuel, écrivain et militant des droits de l'Homme, fondateur du CPR. Cf http://fr.wikipedia.org/wiki/Moncef_Marzouki

[\[4\]](#) Ancien secrétaire Général d'Ennahda. Cf http://fr.wikipedia.org/wiki/Hamadi_Jebali

[\[5\]](#) Comme par exemple sa décision de renvoi de l'ambassadeur syrien en Février, ou ses efforts pour relancer l'Union du Maghreb arabe... alors qu'il est en place pour un an !

[\[6\]](#) Cf <http://www.rue89.com/2012/03/08/tunis-des-islamistes-envahissent-la-fac-de-la-manouba-230011>

[7] Comme le montre bien l'édifiant « Manifeste des 70 » publié ces jours-ci par des artistes et intellectuels : <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20120604.OBS7438/tunisie-le-manifeste-des-70.html>. Visiblement, les intellectuels tunisiens étaient de doux rêveurs bien naïfs. Après avoir poussé dehors Ben Ali, ils découvrent maintenant avec une angoisse certaine ce qu'il advient lorsqu'un pays passe d'un pouvoir autoritaire (où l'on n'a pas le droit d'agir) à un pouvoir totalitaire (où l'on n'a pas le droit de penser)... Comment, dans ces conditions, Marzouki, qui est leur porte-parole, accepte-t-il de rester à la tête de l'Etat ? Mystère.

[8] La technique du « pompier pyromane » (« je vous apporte l'extincteur pour éteindre le feu... que j'ai allumé moi-même ») a encore de beaux jours en politique.

[9] Comme par exemple, en tentant d'y faire introduire la création d'un « Conseil supérieur de l'émission des fatwas », dont la fonction serait d'examiner la validité des lois, au regard de la norme religieuse. Si cette disposition passe, c'est évidemment la fin de la démocratie tunisienne. Cf le « Manifeste des 70 » ci-dessus, NDBP N°8.

[10] La révolution tunisienne a lieu en Janvier 2011. Cf http://fr.wikipedia.org/wiki/R%C3%A9volution_tunisienne_de_2010-2011

[11] Ce qui prouve bien qu'ils savaient déjà parfaitement, dès ce moment, ce qu'ils avaient l'intention de faire.

[12] La note de la Tunisie a été récemment dégradée, et pourrait l'être encore. Cf <http://www.businessnews.com.tn/Fitch-Ratings--La-note-de-la-Tunisie-sera-r%C3%A9vis%C3%A9e-avant-fir>

[13] Les choses ne sont certainement pas si roses pour les employés de l'industrie où, nous le savons, ça se passe mal, ni non plus pour les artisans et employés des zones urbaines et du secteur touristique, qui sont sans doute moins impactés positivement par ce commerce informel.

[14] « Si ça ne marche pas, c'est qu'on n'est pas allés assez loin ». Air connu...

[15] La paix civile et sociale, et environ 5% de croissance par an sur les 10 dernières années, sans ressources pétrolières ni matières premières non agricoles. Dans les « petits » pays émergents, combien avec ce bilan ?